

MARDI 21 JUILLET 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = À propos de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, « Comment tout peut s'effondrer » p.1
- = Se préparer émotionnellement à la fin de notre civilisation industrielle p.3
- = La déroute des matières premières se poursuit (Bruno Bertez) p.5
- = Brésil, vers un recul du PIB de 1,7% en 2015, la déroute des BRICS (Bruno Bertez) p.6
- = BFM du 20 juillet 2015 – Absolument pathétiques p.7
- = Le dollar ignore la hausse de la dette extérieure américaine... p.9
- = Pourquoi la politique de taux zéro est un échec p.10
- = La Grèce n'est plus en défaut de paiement après avoir remboursé le FMI p.13
- = L'Allemagne est incapable de jouer le rôle de puissance hégémonique bienveillante (Paul Jorion) p.14
- = Nous sommes tous Grecs p.15
- = Canada: les ventes en gros ont reculé de 1,0% p.20
- = L'Europe à la croisée des chemins p.21
- = Aéroport à 10 000 euros et spirale de la Mort... (Patrick Reymond) p.26
- = General Electric dans le rouge au deuxième trimestre p.27
- = Secur Finance: des prêts de plus de 100 millions en difficulté p.27
- = Le blog de Pierre Jovanovic p.29



À propos de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, « Comment tout peut s'effondrer »

Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes (Le Seuil 2015)

Paul Jorion 20 juillet 2015

L'ouvrage de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* (Le Seuil 2015) est une lecture essentielle : les auteurs ont rassemblé, comme ils le soulignent – et à la différence de leurs prédécesseurs – les preuves de l'effondrement, non pas dans un domaine spécifique, correspondant dans la plupart des cas à la sphère d'investigation d'une discipline ou d'une sous-discipline, mais dans l'ensemble des domaines où des effets se conjuguent pour sceller l'extinction de notre espèce.

La seule chose que l'on puisse reprocher à Servigne et Stevens, ce sont leurs dénégations parfois véhémentes quant aux conclusions que le lecteur tire logiquement de ce qu'il vient de lire. Et ce sont ces dénégations, prenant parfois la forme de dénis purs et simples, dont on s'interroge si les auteurs en sont véritablement dupes, qui rendent floue la frontière entre deux options qui s'offrent

à nous : « il est encore justifié de retrousser nos manches ! » et « c'est râpé ! », ce qui est évidemment éminemment regrettable car, à moins d'être un benêt accidentellement égaré dans la lecture de leur ouvrage – ce qui est peu vraisemblable – le lecteur préférerait de loin qu'on le traite en adulte : « Docteur, dites-moi toute la vérité ! », quel que soit le degré d'inquiétude qui en résulterait.

Que penser par exemple d'une exhortation telle celle-ci : « L'effondrement n'est pas la fin mais le début de notre avenir. Nous réinventerons des moyens de faire la fête, des moyens d'être présent au monde et à soi, aux autres et aux êtres qui nous entourent. La fin du monde ? Ce serait trop facile, la planète est là, bruissante de vie, il y a des responsabilités à prendre et un avenir à tracer. Il est temps de passer à l'âge adulte » (256-257).

« L'âge adulte »... oui, c'est précisément de cela qu'il est question !

Ou bien : « La fin du monde ? Ce serait trop facile... » Hmm... « trop facile », vraiment ?

J'ai évoqué ici [la scène finale du film « Le dernier rivage »](#) (*On the Beach* de Stanley Kramer en 1959) et du calicot qui continue de battre au vent alors que la vie a disparu de Melbourne, dernière ville survivante d'un holocauste nucléaire : « There is still time... Brother », il reste un peu de temps, mes frères. Servigne et Stevens se seraient-ils activés seulement à la confection d'un tel calicot ?

Pour avoir fréquenté les éditeurs au fil de nombreuses années, je crains que ce ne soient les « considérations éditoriales » de l'un ou l'autre dans ces sphères là qui aura interféré avec le désir légitime de franchise des auteurs, leur suggérant, par exemple, qu'un pessimisme trop marqué pourrait « affecter les ventes ».

Pour le dire sans ambages, *Comment tout peut s'effondrer* affirme avec emphase dans les déclarations toujours réitérées de ses auteurs que réagir à l'effondrement et vouloir le prévenir, a un sens, alors que les faits rassemblés par eux suggèrent, parfois d'ailleurs avec une évidence aveuglante, qu'il est au contraire bien trop tard pour envisager une riposte.

Ainsi, nous avons pris l'habitude de nous reprocher à nous-mêmes, c'est-à-dire à nos propres générations contemporaines d'avoir amorcé de manière catastrophique le Grand Tournant, et que, si seulement nous nous ressaisissions, nous pourrions modifier radicalement le cours des choses. Or, et bien qu'ils ne l'affirment nullement, ce qui transparait si l'on lit Servigne et Stevens avec attention, ce n'est pas notre propre génération qui a orienté notre espèce comme un bolide sur la voie d'un pont enjambant un précipice mais dont la grande arche est béante, mais plusieurs générations avant nous, et dans le cas de personnes de mon âge : celle de

mes arrière-grands-parents, voire beaucoup plus tôt encore ; ainsi : « ... la question de l'épuisement (et donc du gaspillage) des énergies fossiles s'est posée dès le début de leur exploitation, autour de 1800 » (254-255). C'est à cette époque que notre destin a apparemment été bouclé et l'option « C'est râpé ! » seule serait encore de mise, nous encourageant à entreprendre sans tarder, car ce serait en fait la seule option raisonnable, le travail de notre deuil : *Comment tout peut s'effondrer* de Servigne et Stevens est l'épithète sobre d'une espèce qui a su que sa fin était proche mais n'en a pas moins continué à danser comme si la musique ne devait jamais s'arrêter.

Se préparer émotionnellement à la fin de notre civilisation industrielle

Carolyn Baker publié sur : <http://www.olesmoteurs.net/>

Cet article débute une série de réflexions que le blogue publiera dans les prochains mois sur la préparation émotionnelle aux changements qui nous attendent. Il est l'adaptation du travail de l'auteure américaine Carolyn Baker.

De nombreux enjeux (pic pétrolier, changements climatiques, crises économiques) suggèrent que nous sommes au début d'une période d'effondrement de la civilisation industrielle. Ces sujets sont fort bien documentés par ailleurs; mon intention ici est d'aborder les conséquences émotionnelles de ces bouleversements.

L'auteur Clive Hamilton[1] évalue ainsi la situation dans laquelle nous nous trouvons :

“L'attaque des perturbations climatiques sur tout ce en quoi nous croyions – le progrès illimité, un futur stable, notre capacité à contrôler le monde naturel à l'aide de la science et de la technologie – rongera les piliers qui soutiennent la psyché moderne. Ce sera psychologiquement déstabilisant, à un degré peut-être dépassé seulement dans l'histoire de l'humanité par le passage à l'agriculture et l'avènement de la société industrielle.”

Bien que Clive Hamilton fasse ici référence uniquement aux changements climatiques, on peut s'attendre à ce que l'épuisement des ressources énergétiques et la crise économique globale provoquent également des perturbations psychologiques.

Comme le montre le mouvement de la Transition qui s'est répandu à travers le monde, le passage à un mode de vie plus résilient[2] doit notamment prendre en compte les aspects psychologiques d'un tel cheminement – une Transition intérieure qui complète et soutient la Transition extérieure, celle qui s'occupe des

aspects pratiques et physiques de nos besoins.

Il se peut que, face à la perspective d'un effondrement de la civilisation industrielle, vous ayez différentes manières de vous reconforter : par un bon verre, un dessert gourmand, la présence physique d'un proche ou d'un animal, la télévision – ou tout simplement le sommeil. Mais vous savez au fond de vous que vous devrez faire face, tôt ou tard, aux émotions que cette anticipation du futur provoque en vous.

John Michael Greer, dans l'un des articles de son blogue ([« *Waiting For the Millenium : The Limits of Magic* »](#)), nous donne une piste pour affronter ce désarroi :

« (...) la foi au cœur de cette ère qui est en train de passer, selon laquelle le futur sera meilleur que le passé ou le présent, est devenue une illusion. (...) Presque tous nos ancêtres ont vécu dans des temps où aucun futur radieux ne brillait à l'horizon; presque tous nos descendants connaîtront la même situation. La grande majorité des premiers (nos ancêtres, NdT) et, sans doute, de ces derniers aussi (nos descendants, NdT), ont trouvé et trouveront d'autres raisons de vivre. C'est tout aussi envisageable dans le moment présent, si l'on est prêt à réfléchir à l'impensable, à reconnaître que l'ère de l'abondance se termine, et à envisager que le fait de faire la bonne chose en temps de crise, même si cet acte nous met mal à l'aise ou est difficile, pourrait être une source de sens plus convaincante que d'attendre qu'un futur radieux se matérialise par magie. »

De même, Clive Hamilton note que : *“Au fur et à mesure que la crise climatique a lieu et remet en cause le futur de l'humanité, le sens qu'ont nos vies deviendra un enjeu de plus en plus important. Après une longue période de perturbation psychologique, la stabilité reviendra seulement si une nouvelle compréhension de la Terre émerge, une histoire qui remplacera celle selon laquelle la planète est un réservoir de ressources servant à alimenter une croissance illimitée. »*

Il serait futile de s'opposer à l'effondrement du système actuel. C'est là une idée centrale de mon ouvrage de 2009, *Sacred Demise : Walking The Spiritual Path Of Industrial Civilization's Collapse*. Arrêtons d'essayer d'empêcher ou d'éviter l'effondrement. Ouvrons-nous plutôt à cette idée, suivons le courant, comprenons ce qui se passe et ce que les événements exigent de nous.

On pourrait faire valoir qu'il y aura une façon d'être « sauvés » de ce qui nous attend : par un leader politique, une autre personne, ou encore des extraterrestres ou la colonisation d'autres planètes. Mais même si l'une de ces options s'avérait réaliste, une telle issue ne nous permettrait pas, en tant qu'espèce, de franchir le prochain palier de notre évolution auquel notre conscience de nous-mêmes nous

appelle. Il faut qu'une nouvelle sorte d'êtres humains émerge pour faire face aux enjeux majeurs auxquels nous sommes confrontés. Vaclav Havel, l'auteur de théâtre et politicien tchèque, affirmait d'ailleurs :

“Qu'est-ce qui pourrait changer la direction de la civilisation actuelle? Mon intime conviction est que la seule option est un changement dans le domaine de l'esprit, le domaine de la conscience humaine. Il ne suffit pas d'inventer de nouvelles machines, de nouvelles lois, de nouvelles institutions. Nous devons acquérir une nouvelle compréhension du but réel de notre existence sur cette Terre. C'est seulement en faisant un changement aussi fondamental que nous pourrions créer de nouveaux modèles de comportement et un nouvel ensemble de valeurs pour la planète. »

Sans une préparation émotionnelle à la chute de la civilisation actuelle, il est fort probable que nous soyons dépassés par ces événements, au point d'en devenir fous ou peut-être d'en mourir. Cet effondrement constitue le prochain rite de passage de l'humanité, notre initiation imminente à l'âge adulte en tant qu'espèce.

Adaptation et traduction du chapitre d'introduction du livre *Navigating the Coming Chaos*, réalisée par Sylvie Robert du Réseau Transition Québec.

À propos de l'auteure: Carolyn Baker est psychothérapeute de formation et a pratiqué ce métier durant plusieurs années; elle a également été professeure d'histoire et de psychologie. Elle anime des ateliers de préparation spirituelle aux défis du futur, et est l'auteure de plusieurs ouvrages, dont *Sacred Demise: Walking The Spiritual Path of Industrial Civilization's Collapse* (2009), *Navigating the Coming Chaos: a Handbook for Inner Transition* (2011) et le plus récent *Collapsing Consciously : Transformative Truths for Turbulent Times* (2013). Elle tient un blogue et propose une revue de presse commentée, *Speaking Truth to Power* à www.carolynbaker.net. Merci à Carolyn de nous avoir permis de publier ici ses réflexions!

[1] Dans son ouvrage *Requiem For A Species : Why We Resist The Truth About Climate Change*.

[2] La résilience, pour une ville ou un village, consiste à pouvoir faire face aux chocs et aux changements (par exemple un événement climatique extrême, une montée soudaine des prix de la nourriture ou une crise économique), et à s'y adapter au lieu de s'effondrer. Plus d'informations sont disponibles sur le [site du Réseau Transition Québec](http://www.reseau-transition.org), ou encore dans le Manuel de Transition (page 60).

[La déroute des matières premières se poursuit](#)

Bruno Bertez 20 juillet 2015

[Ce qui affecte particulièrement le Canada.]

La déroute des matières premières se poursuit, au point que l'on touche un plus bas depuis 2002.

Les commentateurs expliquent la chute par les perspectives de hausse des taux, la fermeté du dollar et l'attrait pour les autres actifs financiers. Le grand Reflation Trade est bel et bien terminé et la situation de la Chine renforce le pessimisme sur l'évolution future des cours.

L'indice Bloomberg a encore chuté de 1,4%, c'est sa cinquième séance de baisses consécutives, la plus longue depuis le mois de Mars. Les industrielles, les grains, le Brent, tout chute à l'unisson pendant que l'or est à un plus bas de 5 ans. Le dollar, lui est au plus haut depuis le 13 avril. Le sentiment redevient haussier sur le dollar et on recommence à voir des prévisions de parité avec l'euro.

Brésil, vers un recul du PIB de 1,7% en 2015, la déroute des BRICS

Bruno Bertez 21 juillet 2015

Les indicateurs économiques restent dans le rouge.

La chute des matières premières n'arrange .

Le Brésil, première économie d'Amérique latine et septième économie mondiale, verra son PIB baisser de 1,7% cette année, selon les prévisions du marché, compilées lundi dans le sondage hebdomadaire de la Banque centrale.

Ce chiffre est plus pessimiste que l'estimation du gouvernement qui table sur un recul de 1,2%, ce qui constituerait tout de même sa pire performance en 25 ans.

Les analystes consultés par la Banque centrale prévoient par ailleurs une inflation élevée, à 9,15% sur un an, en fin d'année, malgré les efforts des autorités brésiliennes pour contrôler la hausse des prix à la consommation.

Ils ne sont guère plus optimistes pour 2016, où ils attendent une faible progression du PIB, de 0,33%, consolidant la tendance à une croissance faible ou nulle que connaît le Brésil depuis plus de quatre ans.

Alors que le pays souffre d'un climat politique crispé par les révélations autour du scandale de corruption touchant le géant pétrolier public Petrobras, tous les indicateurs économiques restent dans le rouge, y compris celui, très sensible, du chômage, dont le taux a augmenté en mai à 6,7%, atteignant son niveau le plus élevé pour ce mois depuis 2010.

Pour économiser, le gouvernement a approuvé des coupes budgétaires de 23,3 milliards de dollars dans son budget 2015, tentant parallèlement de relancer la croissance via un vaste plan d'investissements dans les infrastructures pour un montant de 198,4 milliards de réais (64 milliards de dollars), dont plus d'un tiers

d'ici à 2018.

BFM du 20 juillet 2015 – Absolument pathétiques

juillet 20, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Olivier Delamarche

Absolument pathétiques : Olivier Delamarche VS Malik Haddouk

La situation grecque ne s'est pas améliorée selon Olivier Delamarche. Bien au contraire, « **il y a du pire** » puisque le Premier Ministre grec a prouvé n'avoir « **ni testicules, ni cerveau** » alors qu'il possédait à la sortie du référendum du 5 juillet les armes pour négocier fermement avec l'Eurogroupe.

« C'est catastrophique pour la Grèce. C'est catastrophique pour nous, parce qu'au final, qui paye ? Nous. »

« Le temps que l'on a acheté, on l'a payé extrêmement cher », de l'ordre de la dizaine ou de la centaine de milliards d'euros. Mais nous ne sommes pas les seuls à en payer le prix fort. Les grecs, malgré leur volonté de quitter l'austérité, se retrouvent avec l'opposé. La religion euro a finalement remporté la victoire puisque Tsipras ne voulait pas quitter la Zone Euro et a donc accepté toutes les conditions qui lui étaient imposées.

Notre Econoclaste considère donc s'être trompé par excès d'optimisme en pensant que Tsipras aurait le courage de changer les choses.

Toujours est-il que malgré l'accord, la dette grecque ne pourra pas être remboursée et tout le monde le sait, même Mme. Merkel. **« Pendant les négociations, la situation de la Grèce s'est dégradée de manière phénoménale. »** L'argent nécessaire pour tenter de maintenir à flot l'économie grecque n'arrête pas d'augmenter, passant de 40 milliards à près de 130 milliards en quasiment une semaine selon Olivier Delamarche.

« Il va y avoir un *bankrun* phénoménal dès que vous autoriserez les gens à sortir [des capitaux]. »

« Tout ce qu'on a eu là n'est que purement politique pour essayer de sauver un système qui n'est pas viable. »

« Maintenant que les grecs se sont faits avoir avec le référendum, maintenant que les grecs continuent dans l'euro, il ne va pas rentrer un euro en Grèce. »



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-malik-haddouk-12-la-situation-economique-en-grece-va-t-elle-finir-par-s-ameliorer-2007-589824.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-malik-haddouk-22-en-macroeconomie-rien-ne-va-ni-en-europe-ni-en-asie-2007-589832.html>

Le face à face continue avec des sondages, selon lesquels Podemos serait en train de perdre du terrain en Espagne pour les élections législatives de Septembre, ce à quoi Olivier Delamarche nous rappelle que les sondages donnaient le 'Oui' en tête pour le référendum grec. **« Je pense que les élections ne seront pas forcément le reflet des sondages. »**

Concernant la Chine, Olivier Delamarche affirme qu'il **« reste sur ses positions. Il n'y a pas de croissance en Chine, elle est en train de s'effondrer. La Banque Centrale a perdu la main et c'est la panique la plus totale : un coup je baisse les taux, un coup je bloque les marchés, un coup j'empêche de vendre. »**

« Cela devient n'importe quoi aujourd'hui, mais c'est la même chose que sur les autres bourses. »

La bourse japonaise est au plus haut alors que la situation économique du pays est loin d'être tirée d'affaire et nous devrions voir la récession **« dans pas très longtemps »** vu les chiffres japonais **« absolument pathétiques »** qui sont sorties pendant le feuilleton grec.

« En macroéconomie ça ne va pas. Ca ne va nul part. Ni au Japon, ni en Europe, ni en Asie. »

La conséquence, selon l'Econoclaste, de ces mauvais chiffres partout et même aux Etats-Unis, est que Mme. Yellen devrait probablement maintenir les taux de la

FED tels qu'ils sont sans les augmenter.

Le dollar ignore la hausse de la dette extérieure américaine...

21 juil 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Actuellement, les marchés de devises sont focalisés sur la tragédie grecque et la baisse de 30% des cours à Shanghai, mais le dollar ne profite pas de ces événements.

C'est que la hausse des taux d'intérêt américains, que les marchés attendaient pour septembre, est de nouveau remise en question. Le FMI a demandé à la Fed de reporter la hausse en 2016, car les risques de baisse pour l'économie américaine ont augmenté, menacée qu'elle est par une dette publique très élevée et aussi un dollar fort. Le FMI prévoit pour 2015 et 2016 une croissance du PIB réel de 2,5% et 3% respectivement. La dette extérieure nette des Etats-Unis devient un problème fondamental, sans cesse plus important.

Les dernières statistiques du BEA montrent que, fin du premier trimestre 2015, les Etats-Unis affichent une dette extérieure nette record de 6 794 milliards de dollars. Pour comparaison elle n'était que de 5 475 milliards de dollars neuf mois en arrière. Dans ce montant, les dettes extérieures des Etats-Unis dépassent ses avoirs.

Les Etats-Unis sont le plus grand débiteur du monde... et le dollar américain est loin d'être un refuge sûr ! Les actifs américains à l'étranger s'élèvent à 25 324 milliards de dollars, mais le montant du passif est de 32 118 milliards. Depuis début 2007, le montant net du passif vis-à-vis de l'étranger a plus que triplé. Les Etats-Unis sont le plus grand débiteur du monde... et le dollar américain est loin d'être un refuge sûr !

L'économie américaine a un déficit chronique du compte courant, actuellement 400 milliards, qui montre que les produits exportés par les Etats-Unis ont peu de succès sur le marché mondial. Sa dette publique totale est la plus grande du monde à environ 18 152 milliards de dollars.

Tous secteurs confondus, la dette financée sur les marchés de crédit est à peu près de 59 045 milliards. Les créanciers étrangers les plus importants du gouvernement américain sont la Chine qui détient 1 263 milliards de dollars en bons du Trésor américain et le Japon qui en détient 1 215 milliards. Au regard de ce qui s'est passé ces 50 dernières années on peut dire que tout espoir d'une baisse de la dette

est illusoire.

D'ici à 2025 la dette publique américaine s'élèvera à 25 000 milliards — et en 2030 à environ 30 000 milliards de dollars

D'ici à 2025 la dette publique américaine s'élèvera à 25 000 milliards — et en 2030 à environ 30 000 milliards de dollars. Une vision réaliste des choses voudrait que la normalisation de la courbe des taux fasse passer les taux du marché monétaire à 2%-3% et les rendements des obligations à 10 ans à 4%-5%.

Dans l'éventualité d'un taux porté à 4%, le montant annuel d'intérêt à payer atteindrait environ mille milliard de dollars en 2025, un montant impossible à financer sans l'aide de la Fed et des créanciers étrangers. Un tel montant ne serait pas supportable par le budget et détruirait le système économique du pays.

▪ **Conclusion**

A l'heure actuelle, les cambistes sont presque tous longs en dollar US et courts en euro car la plupart anticipent une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et un affaiblissement de l'économie de la Zone euro en raison de la Grèce.

Ces positions présentent un haut niveau de risque car elles ne tiennent pas compte des fondamentaux. La hausse des taux d'intérêt américains et une politique plus restrictive de la Fed ne sont pas imminentes, cependant, sur les marchés des devises, les contrats pariant sur une dévaluation de l'euro atteignent un niveau record. Les actions américaines sont un actif risqué.

[Pourquoi la politique de taux zéro est un échec](#)

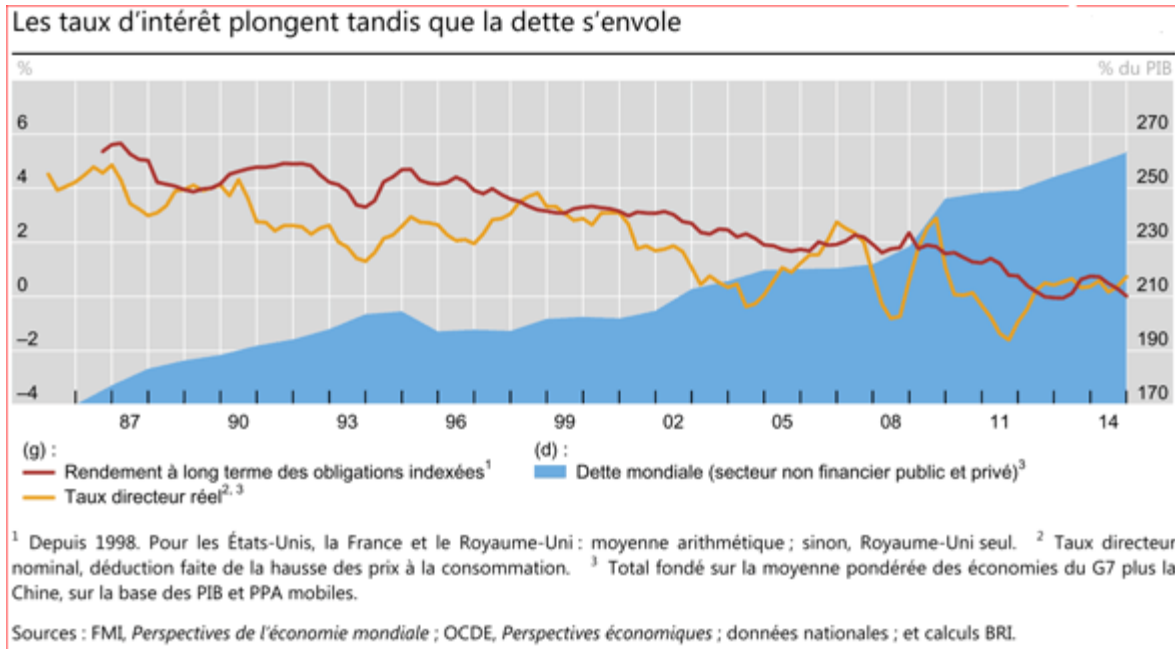
20 juillet 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Dans son dernier rapport annuel, la Banque des règlements internationaux (BRI) critique la politique monétaire des banques centrales. Depuis longtemps maintenant, les taux d'intérêts réels (ligne jaune) et les rendements obligataires à long terme (ligne rouge) n'ont fait que baisser alors même que la dette globale (ligne bleue, dette des secteurs non financiers publics et privés) n'a fait qu'augmenter, volant de record en record.

Les coûts d'une phase prolongée de faibles taux d'intérêts (*ZIRP = zero interest rate policy*) sont sous-estimés par une politique qui vise uniquement des succès à court terme.

La BRI demande une nouvelle politique monétaire marquée par un changement radical d'orientation. Elle appelle à une coopération plus forte et plus approfondie des banques centrales. Les taux d'inflation faibles ou même négatifs prévu par les banques centrales transmettent des signaux erronés et devraient recevoir moins de

poids dans la détermination de la politique monétaire.



En théorie, la baisse des taux d'intérêt, en réduisant le coût du financement des nouveaux investissements, favorise la production de biens, ce qui diminue le chômage et augmente la consommation des ménages. Les effets multiplicateurs avec effet de levier stimulent l'économie mais, dans la pratique, plus grande est la baisse des taux d'intérêt plus l'effet stimulant diminue.

Si une entreprise n'investit pas à un niveau de taux de 2%, elle ne le fera pas non plus à 1% car, en fait, ce qu'elle craint c'est de ne pas écouler sa production. Une réduction à 0%, est, pour l'entreprise, une confirmation de l'aggravation de la situation économique.

Toutes les alarmes se mettent à sonner quand les taux deviennent négatifs, car c'est le signe que la banque centrale craint vraiment une grave récession économique, ce qui stoppe tout nouvel investissement, ce qui handicape encore plus l'économie. L'utilité marginale de la baisse des taux est depuis longtemps atteinte, et toute nouvelle baisse ne sera qu'une mesure contre-productive.

Personne ne prête attention au fait que les épargnants, les fonds de pension ou les assureurs-vie dont les revenus dépendent des intérêts servis sont ainsi forcés, du fait de la ZIRP, de freiner leurs dépenses. Par ailleurs, l'épargne placée sur les marchés monétaire et obligataire qui théoriquement sert à financer machines et équipements subit, en terme réel, une moins-value du fait que les taux ne compensent même pas l'inflation, les frais bancaires et les impôts. Les investisseurs sont ainsi poussés vers des marchés toujours plus risqués, jusqu'aux

marchés émergents. L'utilité marginale de la baisse des taux n'est plus qu'un lointain souvenir !

Toute la courbe des taux est déformée et l'argent ne va plus, de manière optimale, vers l'investissement productif et prometteur, ce qui est susceptible de déclencher de nouvelles crises. Quand il devient si facile de financer les nouvelles dettes, le trésorier public choisira cette possibilité sans trop se soucier de la charge d'intérêts future, car il est beaucoup plus difficile et impopulaire d'augmenter les impôts ou de réduire les dépenses. La ZIRP fait fondre la volonté de réformer et les baisses de taux sont devenues contre-productives, comme l'exemple de la Grèce le démontre un peu trop clairement.

Le développement économique dans le monde est encore très fragile, mais la crainte d'une déflation s'est sensiblement réduite. Les institutions supranationales et les banques centrales ne prévoient pas de nouvelle récession pour l'économie mondiale ou pour les pays industrialisés.

D'autre part, la tragédie grecque montre au grand jour ce qui peut advenir d'un pays incapable de mettre en oeuvre les réformes structurelles nécessaires et qui voit sa dette augmenter.

Les banques centrales n'ont fait aucun commentaire sur les déclarations de la BRI. La Fed veut commencer à normaliser la structure de taux d'intérêt américains : la première hausse pourrait être appliquée à l'automne, mais les hausses suivantes se feront à petits pas car le pays surendetté ne peut pas soutenir des taux beaucoup plus élevés. Le Président de la BCE, Mario Draghi, veut quant à lui poursuivre le programme du QE jusqu'en septembre prochain. Et la Banque du Japon va elle aussi continuer sa politique monétaire extrêmement souple.

Conclusion : les banques centrales ont probablement déjà poussé trop loin leur politique de taux zéro. A ce niveau de taux, les effets contre-productifs sont déjà visibles. Il n'y a plus de véritable volonté de réformer pour faire baisser la dette publique et réduire les déficits budgétaires. Actions, obligations, immobilier et autres formes d'actifs sont déjà dans une bulle de prix spéculatifs.

[La Grèce n'est plus en défaut de paiement après avoir remboursé le FMI](#)

AFPQC | Par Agence France-Presse Publication: 20/07/2015 13:02 EDT

La Grèce n'est plus en défaut de paiement vis-à-vis du FMI après avoir soldé lundi des arriérés de paiement de près de 2 milliards d'euros, et a ainsi de nouveau accès aux prêts de l'institution.



[Ils ont trouvé un bateau au fond de la mer chargé de 100 milliards d'euro? Mais non, aucune nouvelle richesse n'a été créée. La troïka leur accorde des prêts pour payer des prêts, encore et encore.]

"Je peux confirmer que la Grèce a repayé aujourd'hui l'intégralité de ses arriérés vis-à-vis du FMI", a indiqué le porte-parole du Fonds monétaire international (FMI) Gerry Rice, dans un communiqué.

Ce remboursement a été rendu possible par le déblocage d'une aide d'urgence des Européens de quelque 7 milliards d'euros et lève un obstacle de taille à la participation du FMI au sauvetage financier du pays.

"Le Fonds se tient prêt à continuer à aider la Grèce dans ses efforts pour retrouver la stabilité financière et la croissance", a ajouté M. Rice.

À court de liquidités, Athènes avait manqué un remboursement de 1,5 milliard d'euros le 30 juin, devenant ainsi le premier pays industrialisé à faire défaut vis-à-vis d'une institution associée depuis 2010 aux plans de sauvetage du pays.

La Grèce avait été également dans l'incapacité d'honorer un second paiement de 456 millions d'euros dû le 13 juillet.

Le pays retrouve donc immédiatement un accès plein et entier aux ressources du FMI une semaine après la conclusion d'un accord-cadre entre Athènes et ses créanciers européens sur un possible troisième plan d'aide depuis 2010.

Au titre du précédent plan d'aide du FMI, qui court jusqu'en 2016, la Grèce peut en théorie prétendre à 16 milliards d'euros de nouveaux prêts de l'institution mais devra auparavant mettre en oeuvre de nouvelles mesures d'austérité drastiques.

L'Allemagne est incapable de jouer le rôle de puissance hégémonique bienveillante

Paul Jorion 20 juillet 2015

L'Allemagne nous a offert deux désastres de dimension historique au XXe siècle. Elle est hélas en train de nous en concocter un troisième, qui sera le premier du XXIe siècle.

La raison d'une telle malédiction est son incapacité à jouer le rôle de *puissance hégémonique bienveillante*. Devenue hégémonique dans un domaine ou un autre, l'Allemagne ne peut s'empêcher d'abuser alors de son pouvoir. Son peuple malheureusement l'y encourage : si l'on en croit les sondages, Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, faucon brutal, est désormais plus populaire en Allemagne que la Chancelière Angela Merkel.

À la conclusion de la Deuxième guerre mondiale, nous avons imaginé, nous, victimes de l'horreur nazie, jouer la sécurité en interdisant à l'Allemagne défaite de redevenir une puissance majeure sur les plans politique ou militaire. Nous lui avons conseillé de concentrer son attention sur l'économie. Las ! parvenue en position hégémonique sur le plan économique, le scénario tragique se répète : elle ne peut s'empêcher d'abuser de sa position dominante.

Martin Wolf, chroniqueur vedette du *Financial Times*, avait fait remarquer que, pourtant patrie d'Immanuel Kant, l'Allemagne est incapable de comprendre ce que celui-ci avait appelé l'« impératif catégorique » : la règle susceptible d'être appliquée universellement. « Aime ton prochain comme toi-même » est une règle d'application universelle, « exporte beaucoup plus que tu n'importes », comme le prône sans états d'âme l'Allemagne, ne l'est pas : son application par certains signifie que d'autres devront au contraire importer davantage qu'ils n'exportent.

Il est possible d'expliquer cette incapacité à jouer le rôle d'*hégémon* bienveillant par d'anciennes structures familiales, mais il y a peut-être d'autres raisons, quoi qu'il en soit, le temps nous manque pour continuer de nous demander pourquoi nous nous retrouvons à chaque reprise dans la même impasse, il nous faut organiser sans tarder la riposte.

Répondre sous la forme d'un Munich débouchera inmanquablement sur le même résultat désastreux que lors de la première édition, retenons cela au moins de l'histoire. L'Allemagne s'isole dans son autosatisfaction, faisons lui comprendre que celle-ci ne provoque pas, comme elle l'imagine peut-être candidement, notre admiration sans borne, mais bien au contraire, notre insatisfaction irritée.

Si l'Allemagne est incapable de se conduire en puissance hégémonique bienveillante, deux options s'offrent à nous : la première est de trouver le moyen de la forcer, par la coalition de nous tous ensemble, à la bienveillance, la seconde consiste, en désespoir de cause, à tenter de la priver du statut de puissance économique dominante, dont elle apporte en ce moment la preuve qu'elle est

incapable d'en faire bon usage.

[Nous sommes tous Grecs](#)

20 juillet, 2015

Posté par [Benji Les Moutons enragés](#) et [Sott.net](#)



Les pauvres et la classe ouvrière des États-Unis savent ce que c'est que d'être grec. Ils connaissent le sous-emploi et le chômage. Ils connaissent la vie sans revenus. Ils connaissent l'existence avec seulement quelques dollars par jour. Ils connaissent les coupures de gaz et d'électricité à cause de factures impayées. Ils connaissent le poids écrasant de la dette. Ils connaissent la maladie et l'incapacité à se payer des soins médicaux. Ils connaissent la saisie de leurs maigres biens par l'État, un procédé appelé aux États-Unis « *la confiscation civile* », et qui a permis aux agences de police états-uniennes de confisquer plus de 3 milliards de dollars en cash et en propriété. Ils connaissent le désespoir profond et la renonciation qui surviennent lorsque les écoles, les bibliothèques, les cliniques de quartier, les services de soins journaliers, les routes, les ponts, les bâtiments publics et les programmes d'assistance sont négligés ou fermés. Ils connaissent le détournement des institutions démocratiques par les élites financières dans le but d'imposer une misère de grande ampleur au nom de l'austérité. Tout comme les Grecs, ils savent ce que c'est que d'être abandonné.

Les Grecs et les travailleurs pauvres des États-Unis subissent les mêmes privations parce qu'ils sont attaqués par le même système — le capitalisme corporatif. Il n'y a pas de contraintes internes au capitalisme corporatif. Et les quelques contraintes externes qui ont existé ont été supprimées. Le

capitalisme corporatif, manipulant les institutions financières les plus puissantes du monde, y compris l'Eurogroupe, la banque mondiale, le fonds monétaire international et la réserve fédérale, fait ce qu'il est conçu pour faire : il transforme tout, y compris les êtres humains et le monde naturel, en marchandises à exploiter jusqu'à épuisement ou effondrement. Dans le procédé d'extraction, les syndicats sont brisés, les agences de régulation sont égorgées, les lois sont écrites par les lobbyistes corporatistes afin de légaliser la fraude et d'encourager les monopoles mondiaux, et les services publics sont privatisés.

Des accords commerciaux secrets — dont même des élus officiels ayant vu les documents ne sont pas autorisés à parler — permettent aux oligarchies corporatistes d'amasser encore plus de pouvoir et d'engranger encore plus de profits au détriment des travailleurs. Pour faire gonfler ses profits, le capitalisme corporatiste pille, réprime et mène à la faillite des individus, des villes, des états et des gouvernements. Ultimement, il démolit les structures et les marchés qui rendent possible le capitalisme. Mais c'est une bien maigre consolation pour ceux qui subissent ses maux. Avant qu'il ne se détruise lui-même, il aura entraîné une misère humaine incommensurable dans son sillage.

Le gouvernement grec s'agenouille devant les banquiers d'Europe, en les suppliant, parce qu'il sait que s'il quitte l'eurozone, le système bancaire international fera à la Grèce ce qu'il a fait au gouvernement socialiste de Salvador Allende en 1973 au Chili ; il fera, comme Richard Nixon avait promis de le faire au Chili, « hurler l'économie ». Les banquiers détruiront la Grèce. Et si cela implique que les Grecs n'aient plus accès à des médicaments — la Grèce doit 1 milliard d'euros aux fabricants de médicaments européens — qu'il en soit ainsi. Si cela implique des pénuries alimentaires — la Grèce importe des milliers de tonnes de nourriture de toute l'Europe chaque année — qu'il en soit ainsi. Si cela implique des pénuries de pétrole et de gaz — la Grèce importe 99 % de son pétrole et de son gaz — qu'il en soit ainsi. Les banquiers mettront en place une guerre économique jusqu'à ce que le gouvernement grec actuel soit éjecté et que les marionnettes politiques corporatistes se retrouvent à nouveau au pouvoir.

La vie humaine importe peu aux capitalistes corporatistes. La souffrance des Grecs, comme la souffrance des États-Uniens ordinaires, est très bonne pour les marges de profit des institutions financières comme Goldman Sachs.

Après tout, c'est Goldman Sachs — qui fit avaler des hypothèques avariées à des familles ne pouvant absolument pas les rembourser, les vendant ensuite à des fonds de pension en tant qu'investissement et pariant contre eux — qui orchestra les arrangements financiers de la Grèce, qui furent, pour beaucoup, tenus secrets. Ces accords doublèrent la dette grecque à travers des transactions dérivées et permirent à l'ancien gouvernement grec de masquer sa dette réelle pour continuer à emprunter. Et lorsque la Grèce implosa, Goldman Sachs s'en mis plein les poches.

Le système du capitalisme débridé est conçu pour extraire impitoyablement l'argent des plus vulnérables et pour l'acheminer vers les élites. Cela se voit à travers les amendes et les frais de plus en plus importants utilisés pour couvrir les déficits dans les budgets municipaux et étatiques. Le capitalisme corporatif cherche à privatiser tous les aspects des services gouvernementaux, de l'éducation jusqu'aux services de renseignements. L' U.S. Postal Service [la poste des US, NdT] semble être le prochain sur la liste. Les parents doivent déjà payer des centaines de dollars pour que leurs enfants en école publique prennent le bus, suivent des cours de musique ou d'art et pratiquent un sport ou à d'autres activités. Les pompiers, les services ambulanciers, le système des parcs nationaux sont tous destinés à devenir des cibles pour le profit corporatiste. Il s'agit de la mort de la société civile.

Le système judiciaire incarne principalement une source de revenus pour les villes et les gouvernements d'états aux États-Unis plutôt que la justice ou la réhabilitation. Les pauvres sont arrêtés et reçoivent des amendes pour des infractions mineures à Ferguson, dans le Missouri, et ailleurs ; pour ne pas avoir tondu leur pelouse ; pour avoir mis leurs pieds sur des sièges dans les wagons du métro de New York. S'ils ne peuvent pas payer les amendes, comme c'est le cas pour nombre d'entre eux, ils vont en prison. En prison on leur facture souvent le gîte et le couvert. Et s'ils ne peuvent pas payer cette nouvelle facture, ils retournent en prison. C'est un jeu d'extorsions cycliques et perpétuelles des pauvres. Les amendes qui sont impayées font grimper les intérêts et génèrent des mandats d'arrêt. Les pauvres finissent souvent par devoir des milliers de dollars en amendes liées au stationnement et à la circulation.

Les pelotons d'exécutions fascistes et communistes facturaient parfois aux familles des victimes les balles utilisées dans les exécutions. Dans le capitalisme corporatif, les agresseurs font de même ; l'argent finit souvent

entre les mains de corporations privées qui mettent en place des services de probation ou d'administration de prisons et pénitenciers. Le coût d'un tir de pistolet paralysant (26\$) ou des services de probation (35 à 100\$ par mois) ou d'un bracelet électronique (11\$ par mois) est extirpé des poches des pauvres. Et tout cela se produit à une époque qui sera un jour considérée comme une bonne période. Attendez que le château de cartes financier s'effondre à nouveau — ce qui se passe en Chine n'est pas bon signe — et que Wall Street cherche à se mettre à l'abri. Les États-Unis deviendront alors une Grèce sous stéroïdes.

« Nous sommes une nation qui a transformé son système d'aide sociale en un système criminel », écrivent Karen Dolan et Jodi L. Carr dans un rapport de l'institut politique intitulé « Les pauvres vont en prison ». « Nous criminalisons les activités de subsistance de personnes trop pauvres pour se payer un toit. Nous incarcérerons plus de gens que n'importe quelle autre nation du monde. Et nous mettons en place des politiques qui les empêchent à vie de participer à la société après qu'ils aient purgé leurs peines. Nous avons autorisé la résurgence de l'incarcération pour endettement. Nous avons créé un système d'éducation publique de seconde zone pour les enfants pauvres, noirs et latinos, qui criminalise de manière disproportionnée leurs comportements et les pousse rapidement sur la voie de l'incarcération et du manque d'accès à l'assistance et à des opportunités ».

Le démantèlement corporatiste de la société civile est presque achevé en Grèce. Il est très avancé aux États-Unis. **Nous, comme les Grecs, subissons une guerre politique menée par les oligarques du monde. Personne ne les a élus. Ils ignorent l'opinion publique. Et, comme en Grèce, si un gouvernement défie la communauté bancaire internationale, il est la cible d'une exécution. Les banques ne jouent pas selon les règles de la démocratie.**

Nos politiciens sont des employés des corporations. Et si la naïveté vous pousse à envisager la possibilité pour les États-Unis d'avoir pour la première fois une femme présidente, rappelez-vous que c'est le mari d'Hillary Clinton qui a décimé les emplois manufacturiers avec l'Alena en 1994, et qui a continué en détruisant le système d'aide sociale avec la loi sur le rapprochement des obligations personnelles et des possibilités d'emploi de 1996, qui a mis fin à des programmes d'aide fédéraux et imposé des bourses d'état limitées et contraignantes. Sous la présidence de Bill Clinton, la plupart

des bénéficiaires de l'aide sociale — et 70 % de ces bénéficiaires étaient des enfants — furent radiés. Le complexe carcéro-industriel a explosé en taille à mesure que ses corporations privées engrangeaient du surplus, de la main-d'œuvre au chômage, et gagnaient 40 000 \$, voire plus, par année et par prisonnier. La population des prisons fédérales et d'états combinées a connu une augmentation d'effectif de 673 000 personnes sous Clinton. Avec Ronald Reagan, il a posé les fondations d'une Grécification des États-Unis.

La destruction de la Grèce, comme la destruction des États-Unis, par les grandes banques et les firmes financières, n'est pas, comme les banquiers le prétendent, liée à l'austérité ou à l'imposition de dépenses rationnelles, ou de budgets équilibrés. Elle ne dépend pas de gouvernements responsables ou bons. **C'est une forme vicieuse de guerre de classe. Profondément antidémocratique. Il s'agit de former des nations de serfs appauvris, désarmés, et une élite vorace d'oligarques corporatistes tout-puissants, s'appuyant sur les systèmes de sécurité et de surveillance les plus sophistiqués de l'histoire humaine, et sur une police militarisée qui tire de manière totalement irresponsable sur des citoyens désarmés. Les lois et les règlements qu'ils imposent aux pauvres ne sont, comme l'a écrit Barbara Ehrenreich, rien de moins que du « *sadisme organisé* ».**

Le profit corporatiste est Dieu. Peu importe qui souffre. En Grèce, 40 % des enfants vivent dans la pauvreté, il y a un taux de chômage de 25 %, et de presque 50% pour les 15-25 ans. Et le pire est à venir.

L'idéologie politique et économique qui nous a convaincus que le comportement humain organisé devait être déterminé par les diktats des marchés mondiaux était un jeu de dupes. Nous en étions les victimes. La prospérité promise par la théorie du ruissellement et par le libre marché a, au contraire, concentré la richesse entre les mains d'une poignée d'individus, et a détruit la classe ouvrière et la classe moyenne, ainsi que tous les vestiges de la démocratie. Les gouvernements corrompus, ignorant le bien commun et le consentement des gouvernés, ont encouragé ce pillage. L'industrie des combustibles fossiles a été autorisée à ravager l'écosystème, menaçant la viabilité même de l'espèce humaine, tout en étant largement subventionnée par les gouvernements. Tout cela n'a aucun sens.

Les mandarins qui maintiennent ce système ne peuvent répondre rationnellement en cette époque de crise. Ils ne sont formés qu'au fonctionnement de ce système d'exploitation. Ils sont aveuglés par leur

avidité insatiable et par l'idéologie néolibérale, qui suppose que le contrôle de l'inflation, la privatisation des biens publics et la suppression des barrières commerciales sont les seules priorités économiques. Ils nous entraînent vers le précipice.

Nous ne retrouverons pas d'économie rationnelle, ni ne restaurerons la démocratie, tant que ces spéculateurs mondiaux ne sont pas privés de tout pouvoir. Cela ne se produira que si les rues des principales villes d'Europe et des États-Unis convulsent sous le poids de manifestations massives. La tyrannie de ces élites financières ne connaît aucune limite. Ils imposeront une souffrance et une répression croissantes tant que nous nous soumettons, ou jusqu'à ce que nous nous révoltons. Je préfère cette dernière approche. Mais nous n'avons pas beaucoup de temps.

Source de la traduction et présentation de la source anglaise: Partage-le.com via Sott.net

Canada: les ventes en gros ont reculé de 1,0%

BusinessBourse Le 21 juil 2015 à 05:00 , Source: affaires.lapresse.ca

[Comme le Canada n'a pas changé (bidouillé) sa façon de calculer son pib on peut plus facilement constaté que le Canada est en récession.]

Les ventes en gros ont diminué de 1,0% pour s'établir à 54,5 milliards \$ au Canada en mai, après deux hausses consécutives, affirme Statistique Canada.

Les économistes s'attendaient plutôt à ce que les ventes en gros demeurent stables, selon Thomson Reuters.

Les ventes plus faibles dans quatre sous-secteurs, lesquels représentent 65% des ventes en gros, sont à l'origine de la baisse. Abstraction faite du sous-secteur des véhicules automobiles et de leurs pièces, les ventes en gros ont diminué de 0,6%.

Exprimées en volume, les ventes en gros ont connu une baisse de 1,0%.

En mai, des ventes plus faibles ont été enregistrées dans six provinces, lesquelles représentent 86% des ventes en gros. L'Ontario et l'Alberta ont contribué le plus au recul.

Pour la troisième fois en quatre mois, le Québec a enregistré des ventes plus faibles, en baisse de 0,8%, pour s'établir à 9,7 milliards de dollars en mai. La diminution est surtout attribuable aux ventes plus faibles du sous-secteur des

véhicules automobiles et de leurs pièces.

L'Europe à la croisée des chemins

Par Zébu , Blog de Paul Jorion, 20 juillet 2015

Le gouvernement grec a donc fait voter la première série de lois à la Vouli, condition sine qua non au déblocage d'un prêt relais pour faire face aux échéances à venir en juillet. Ce faisant, une partie non négligeable du gouvernement et des députés de Syriza a refusé de voter cette loi, produisant ainsi une reconfiguration quasi immédiate du gouvernement grec, en attendant qu'une éventuelle reconfiguration politique, au sein de Syriza, n'intervienne, soit lors d'un congrès, soit par des élections provoquées. Rajouter une crise politique à celle en cours n'est pourtant pas l'objet de M. Tsipras, qui 'fera le job' comme on dit : s'il peut s'éviter et éviter à la Grèce une seconde crise politique dans un laps de temps qui puisse être le plus long possible, le premier ministre grec le fera autant qu'il le pourra.

Car Alexis Tsipras parie sur une reprise du cours *normal* des choses, après que les plus extrémistes auront été contraints de se positionner et en attendant que la réouverture des banques commence à produire ses effets, en attendant que le relèvement du plafond de l'ELA de la BCE puisse produire les siens. Une telle *normalisation* permettrait au peuple grec de souffler un peu avant que son gouvernement ne revienne bientôt à la table des négociations, puisque négociations il y aura sur le futur plan d'aide européen, le troisième, à la Grèce. On pourrait donc croire que ce retour à la *normalité* serait presque une contrepartie à la *capitulation* du gouvernement grec.

Et pourtant, de manière sous-jacente, ce retour non pas à un état de criticité mais plus à un état de surfusion cache mal les transformations acquises ces derniers temps, tant pour la Grèce que pour l'Europe. Il y a d'abord la légitimité renforcée, à deux reprises, lors du référendum et lors du vote à la Vouli cette semaine, du gouvernement grec et de sa position : se confronter dans une négociation jusqu'avant une sortie de l'euro, soit le cadre de négociation imposé par le peuple grec. Ce faisant, les partenaires européens ont pu ainsi observer que le gouvernement grec se refuserait, même face à la capitulation, à sortir de la zone euro.

Mais ces mêmes partenaires ont aussi pu observer, en premier lieu Mme Merkel, que lorsque l'on laisse les rapports de forces s'exprimer librement dans la zone euro, celui qui ne tient pas le bon bout du manche reçoit une raclée quand celui qui

tient le bon bout du manche ne retient pas ses coups. Exposée ainsi devant les opinions publiques, cette situation est devenue aux yeux de tous un échec politique pour l'Europe et a permis clairement d'identifier ceux-là mêmes qui par leur attitude s'extrayaient du jeu européen reconnu par tous comme limites : au-delà, continuer à vouloir pousser un partenaire à sortir du jeu, c'est s'exposer à sortir soi-même du jeu.

Et de fait, M. Schäuble s'est ainsi *cornérisé* tout seul dans ce jeu européen dont les règles s'imposent même aux plus forts des joueurs, sans quoi, c'est la fin du jeu. La *cornérisation*, puis l'éviction de M. Schäuble s'il persiste à pousser au Grexit, soit directement, soit en refusant de donner les moyens financiers nécessaires au plan d'aide, permettrait ainsi de finaliser ce second round, celui suivant l'affrontement violent, celui où les plus éloignés du jeu européen sont écartés peu à peu du jeu : les Grecs ayant entamé le processus, il serait ainsi logique que du bord opposé, on en vienne soit à élaguer, soit à mettre sous le boisseau les joueurs rebelles.

Dans un certain sens, l'immense mérite du gouvernement grec est d'avoir choisi de porter le combat, non pas pour *gagner* mais bien pour exposer à la face de l'Europe le véritable visage des joueurs les plus intransigeants, faisant de leur *capitulation* une porte à ouvrir nécessairement pour les autres joueurs européens. On peut sans trop se tromper supposer que si ce gouvernement avait dès le départ recherché un accord, il l'aurait trouvé et sans doute *meilleur* à court terme que celui qu'il se voit imposer aujourd'hui. Mais dès lors, la litanie des plans d'aide se succédant aux plans d'aide, la perpétuation du même aurait inmanquablement mais aussi irrémédiablement mis fin à terme à toute logique politique : ce qu'obtient donc le gouvernement grec, c'est l'impossibilité pour l'Europe (et la Grèce) de continuer avec les mêmes règles de jeu depuis 2010. Il y a là aussi des enjeux qui dépassent la seule Grèce. L'Europe est bien à la croisée des chemins.

La question de la dette publique est ainsi devenue incontournable, et pas seulement pour la Grèce. Car il faudra négocier sur un sujet qui a été jusque là soigneusement occulté politiquement. Encore faudrait-il savoir de quelle dette on parle. Car il y a la dette à court terme, celle exigible par le FMI et la BCE jusqu'en 2019 environ et celle vis-à-vis des partenaires européens, gérée par le FESF. Exiger maintenant une refonte de la dette à court terme est inenvisageable pour le FMI et la BCE, qui ont réussi à sécuriser le remboursement de leurs créances en faisant reprendre celles-ci par les Européens avec le 3^{ème} plan d'aide. On comprend mieux ainsi la subite liberté de ton du FMI sur les créances, surtout quand ce ne sont pas les siennes... Et pour les dites créances européennes, la charge de la dette ne sera pas

exigible avant 2022, ce qui *impose* donc le 3^{ème} plan d'aide pour payer les échéances du FMI et de la BCE mais vient s'ajouter à la dette européenne, en espérant que la Grèce traverse ce « mur de la dette » sans trop de pertes, afin de pouvoir rembourser ensuite cette dette européenne mutualisée.

Quelles sont les solutions envisageables ? Selon le FMI, elles seraient au nombre de 3. Le rééchelonnement a évidemment la faveur des partenaires européens les plus réticents au plan d'aide, parce qu'il laisse le montant de la dette intact. Pour autant, même en augmentant la maturité de cette dette, avec un délai de grâce même de 30 ans, il est bien évident qu'une telle solution relève bien plus de la procrastination que d'une véritable recherche de solution au problème de la dette. Le rééchelonnement ne vaudra que si la Grèce passe le « mur de la dette » à court terme, à savoir survivre aux conditionnalités austéritaires infligées immédiatement.

Le *haircut*, la perte partielle pour les créanciers, lui, a eu les faveurs de M. Schäuble en 2011 mais comme les créanciers privés ont réussi à transmettre leurs créances aux institutions publiques européennes, une telle solution est aujourd'hui politiquement injouable, surtout pour ceux qui ânonnaient contre toute évidence « les Grecs paieront », et qui continuent à le faire pour certains d'entre eux. À supposer d'ailleurs qu'une telle solution soit envisageable, elle ne pourra l'être que dans des décennies, quand tout le monde aura enfin fini par reconnaître l'évidence : la dette grecque ne sera pas **TOTALEMENT** remboursée, même dans 30 ans, comme le font d'ailleurs tout les États du monde.

Reste alors l'option qui n'a jamais vraiment percé, parce qu'en pleine crise, elle nécessitait un saut dans l'inconnu que Mme Merkel hésitait à faire en 2011 : une Union des transferts sous une forme ou sous une autre. Comme on le sait maintenant, c'est M. Schäuble qui imposa alors ses vues.

Pourtant, le transfert de flux financiers avait comme avantage de prolonger la construction européenne par une intégration plus poussée en proposant ce qui fait défaut aux partisans d'un fédéralisme représentés comme *institutionnaliste* : instaurer la solidarité manquante au sein d'une zone monétaire unique ne laissant comme *ajustements* possibles que les seuls ajustements déflationnistes internes. Reste que sans recettes financières supplémentaires, une telle Union des transferts serait politiquement inacceptable pour les opinions publiques des pays du nord de l'Europe, ce qui aurait pour seule conséquence de permettre à leur extrême-droite d'atteindre des niveaux supérieurs à ceux déjà élevés observés dans ces pays.

À l'inverse, instaurer une intégration fédérale plus poussée sans ces transferts équivaldrait à faire croître une extrême-droite déjà structurellement élevée dans

d'autres pays, notamment en France. Les fonds structurels européens étant insuffisants et très lents à mobiliser, il ne resterait plus qu'à trouver des financements supplémentaires là où ils résident : dans la sphère financière, en taxant par exemple les transactions. Un temps souhaitée, la TTFE (Taxe sur les Transactions Financières Européenne) qui a du mal à être instaurée du fait des États parties prenantes qui défendent chacun leur secteur bancaire national, pourrait très bien servir à créer un embryon d'Union des transferts... fondé sur la taxation des transactions financières.

Cette solution a plusieurs avantages. Financiers d'abord, puisqu'une telle taxe pourrait rapporter plusieurs dizaines de milliards d'euros annuellement, pour peu que son assiette ne soit pas rabaissée par les États garants des lobbys bancaires nationaux, un financement qui pourrait ainsi assurer le remboursement des créanciers d'abord institutionnels (FMI, BCE) puis des États européens par la Grèce.

Ce faisant, l'argument du FMI qui imposa les mesures d'austérité axées sur la réduction drastique des dépenses publiques, arguant que les mesures fiscales proposées par le gouvernement grec n'étaient pas viables du fait de la déliquescence de sa capacité à collecter l'impôt, tomberait de lui-même, puisque ce sont bien les États européens qui seraient chargés de collecter la taxe, aidés en cela par la BCE devenue organisme de surveillance du système bancaire. Quoi de mieux pour s'assurer d'être remboursé que de contrôler soi-même le système de taxation... pour se faire rembourser.

Dès lors, les conditionnalités hallucinantes imposées par le FMI pour s'assurer du remboursement des créances à court terme pourraient ainsi disparaître, l'aléa moral lié à « la confiance dans le gouvernement grec » n'existant plus : exit donc les excédents primaires délirants (3,5 % du PIB en 2018), de l'avis de tous. Et exit aussi les pénalités automatiques envisagées en cas de non respect des mesures définies par le plan. Les partenaires du plan d'aide pourraient alors se concentrer sur la mise en œuvre d'un État grec en état de fonctionner, à commencer par ce que propose le gouvernement grec : lutte contre la corruption, lutte contre la fraude fiscale, etc.

Enfin, pour des opinions publiques d'un bord comme de l'autre de l'Europe chauffées à blanc par le cas grec, imposer une taxation à ceux qui ont produit la crise que ces opinions subissent depuis des années ne pourrait paraître qu'un juste retour des choses et politiquement une bonne affaire pour les dirigeants européens dont les plus importants doivent se représenter face aux électeurs en 2017.

Une telle taxation, embryon d'une Union des transferts un temps envisagée par

Mme Merkel, permettrait alors d'envisager bien plus sereinement une intégration plus poussée structurellement comme l'a proposé M. Hollande (parlement de la zone euro, budget fédéral, etc.), mais seulement APRÈS ces transferts, en lieu et place de toujours mettre en œuvre les structures en attendant que les politiques sociales, fiscales et financières suivent, renforçant ainsi sans cesse le camp des eurosceptiques au grand dam des eurolâtres qui ne comprennent toujours pas la nécessité du sens politique de l'Europe, à savoir l'indépassable solidarité.

D'une certaine façon, on reviendrait au choix de 2011, la procrastination étant devenue hors de portée politique pour la zone euro actuellement et le *haircut* ne s'étant révélé in fine qu'un simple transfert (avec quelques pertes) des créanciers privés vers les créanciers publics, sans résoudre la situation et même en l'empirant, en instaurant des politiques structurelles débiles et atroces. Le cœur donc du choix qui se révèle aujourd'hui aux acteurs européens dépasse bien le seul cas grec : quelle Europe pour demain ?

Le véritable changement pour l'Europe est bien de réorienter les politiques menées jusqu'à maintenant, en se confrontant directement au noyau dur du pouvoir, à savoir le pouvoir financier, en organisant sa taxation pour financer des politiques alternatives. L'autre alternative est binaire : attendre/souhaiter que la Grèce sorte de l'euro pour reprofiler une zone euro cohérente avec l'ordolibéralisme ou procrastiner encore, en espérant qu'un miracle advienne.

La sortie de la Grèce semblant exclue, car elle entraînerait à brève échéance le délitement de la zone euro puis de l'Europe, la procrastination semble être le véritable risque pour l'Europe, qui pourrait ainsi renouer avec ses vieilles habitudes : ne rien faire. L'électrochoc grec, grâce au référendum et à la dramaturgie des derniers jours, pourrait rendre difficile un tel retour en arrière. Les extrémistes étant écartés, ou en voie de l'être, cette solution utilisée pour éviter l'affrontement, qui a bien eu lieu, n'aurait plus de raison d'être.

Plus, c'est bien le risque en donnant du temps au temps que l'échec de la Grèce, inévitable en l'état selon les économistes, ne vienne renforcer les rancœurs envers l'Europe et ne favorise à très court terme l'extrême-droite en embuscade, ou même les partisans d'un Grexit qui ne lâchent rien. Le très court terme pour l'Europe relève du nombre de mois, pas du nombre d'années : à la fin de l'année 2015, plusieurs élections auront lieu, au Portugal, en Espagne et en France (régionales). Il suffirait, par exemple, que le FN conquière 1 ou 2 régions en France, ou que l'excédent primaire prévu pour 2015 en Grèce ne soit pas atteint pour que tout le traditionnel édifice européen de *containment* politique s'effondre, le tout dans un contexte à nouveau de surfusion ingérable.

Il reste donc 3 à 4 mois à l'Europe pour choisir son chemin. C'est assez long pour construire quelque chose de viable, et c'est en même temps effroyablement très court.

Comme le disait Paul Volponi dans *Les tontons flingueurs* suite à la réaction musclée du camp d'en face : « Au fond maintenant, les diplomates prendraient plutôt le pas sur les hommes d'action. L'époque serait aux tables rondes et à la détente. ».

À la détente, au choix et à l'urgence.

Aéroport à 10 000 euros et spirale de la Mort...

Patrick Reymond 20 juillet 2015

Le fameux aéroport de Ciudad Real vient d'être vendu pour la somme fabuleuse de 10 000 euros, soit, en coût de construction, la valeur de 2 M2.

Il avait coûté la somme de 450 millions...

Il préfigure l'avenir de NDDL, et de tous les autres, d'ailleurs. Un aéroport, intrinsèquement, ça ne vaut rien.

Il faut qu'il y ait des avions qui s'y posent, et pour qu'ils s'y posent, un environnement. Faites un aéroport au milieu de nulle part, à 200 bornes d'un quelconque pôle, le trafic sera égal à zéro.

C'est bien le problème de Ciudad Real. En réalité, le futur acheteur (la vente ne sera définitive qu'en septembre), a surtout gagné le droit de dépenser beaucoup d'argent (100 millions, à vue de nez), pour mettre en état de fonctionnement, le bouzin.

Mais rien ne dit, qu'après, ils en tireront le moindre sou...

Rappelons que la bulle immobilière, allemande, comme japonaise, donnèrent lieu aux mêmes cagasses. Les prix baissèrent de 20 %, attirant les gros cons obtus et bornés, qu'on appelait "investisseurs". Ils se disaient qu'ils ne pouvaient faire une mauvaise affaire. Puis, les prix rebaisèrent de 20 %, attirant une nouvelle vague de gros cons obtus et bornés, sûr, cette fois, de faire une bonne affaire.

Bing, baisse de 20 %, nouvel afflux de gros cons obtus et bornés, certains de leur coup, cette fois....

Bref, les investisseurs n'y ont laissés que des plumes, et les fonds y furent simplement dissipés. L'état le plus riche de la planète, l'île de Nauru, passa vite à l'état de paria, en ayant enfilés, les uns après les autres, les coups foireux sur le japon.

Maintenant, Nauru est ruiné, tout le monde à le diabète, le salaire, uniforme, est à 200 dollars, il n'y a plus de sol, sauf aux endroits où les propriétaires, de gros cons obtus et bornés (cette fois, le terme est admiratif), ne voulurent pas vendre et l'île qui possédait plus de 15 milliards de USD (pour 10 000 habitants), n'a plus un fifrelin, tout en ayant l'air d'une décharge publique.

Cette activité, est, comme bien d'autre, entrée dans une "spirale de la mort". Le solaire entraîne la totalité des grands acteurs économiques dans cette spirale, dont ils ne peuvent sortir. Subitement, et tel l'aéroport de Ciudad Real, ils voient leur valeur passer de 450 000 000 à 10 000.

Ils entraînent aussi leurs comparses politiques, incapables de changer de logiciel. Hollande veut passer désormais à "plus d'Europe", et "sauver l'euro", sans comprendre que ce sont eux le problème, et non tout ou partie de la solution. L'étau dans lequel ils sont pris est simple. d'un côté, par une politique absurde, ils brident la demande, de l'autre, la demande fuit par auto-production.

Non, globalement, on n'augmentera pas, ni le nombre de passagers, ni le prix du KWh, et si on les augmentent, ce sera au prix d'une baisse du prix du billet, ou d'une baisse de la consommation, et donc, dans les deux cas, d'une situation, au mieux étale, au pire, se dégradant. Avec la cerise sur le gâteau de voir le prix des actifs, n'être plus actif, du tout...

General Electric dans le rouge au deuxième trimestre

Le 17 juil 2015 à 16:30 Source: affaires.lapresse.ca

Le conglomérat industriel General Electric (GE) est passé dans le rouge au deuxième trimestre, en raison d'une lourde charge de cession liée à sa restructuration en cours, a-t-il annoncé vendredi dans un communiqué.

D'avril à juin, le groupe américain a enregistré une perte de 1,36 milliard de dollars contre un bénéfice net de 3,54 milliards à la même période en 2014.

Toutefois, en déduisant tous les éléments exceptionnels, dont une charge de 4,3 milliards de dollars déjà annoncée, GE enregistre un bénéfice par action, référence des investisseurs de 31 cents contre 28 cents attendus en moyenne par les marchés.

Le chiffre d'affaires de 32,75 milliards de dollars (+1,53% sur un an) est en outre supérieur aux 28,70 milliards escomptés.

Sécur Finance: des prêts de plus de 100 millions en difficulté

BusinessBourse Le 17 juil 2015 affaires.lapresse.ca

[Voilà à quoi pourrait ressembler un « cygne noir » (black swan) tel qu'expliqué par Nassim Taleb.]

Sans tambour ni trompette, un important groupe financier s'est récemment protégé de la faillite, mettant dans l'embarras des dizaines d'investisseurs bien connus du monde des affaires.

Le groupe Sécur Finance, spécialisé dans le financement hypothécaire « alternatif », doit plus de 103 millions de dollars à une soixantaine d'investisseurs. Parmi eux se trouvent Érik Péladeau, frère du chef péquiste Pierre Karl Péladeau, de même que l'ex-président du club de hockey Titan de Laval, Carol Morrissette.

Le 8 juin, Sécur Finance a obtenu la protection du tribunal contre les recours des créanciers. Cette requête en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies – similaire à la Loi sur la faillite – donne un délai à l'organisation pour réorganiser ses affaires.

Au fil des procédures, les juges de la Cour supérieure ont donné à l'organisation jusqu'au 22 septembre pour faire une proposition à ses créanciers.

Sécur Finance, dirigé par l'homme d'affaires Joël Warnet, offre des prêts hypothécaires dits « alternatifs » à des projets immobiliers en manque de financement. Ces financements temporaires, connus comme des prêts de type B, sont accordés à des entrepreneurs qui ne respectent pas les critères des prêteurs traditionnels, comme les banques.

En retour de ces prêts plus risqués, Sécur réclame des taux d'intérêt plus élevés que la norme, typiquement de 12 à 15%, en plus des frais de dossiers. L'argent qui est prêté vient d'une soixantaine d'hommes d'affaires, médecins et investisseurs fortunés québécois. L'organisation de Joël Warnet leur verse des rendements de 8 à 10%. Autrement dit, Sécur Finance joue en quelque sorte le même rôle qu'une banque, faisant des profits sur l'écart entre les taux des emprunts et les prêts.

[Lire la suite sur affaires.lapresse.ca](http://affaires.lapresse.ca)

LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC

LA SEULE REUSSITE DE SYRIZA: AMENER AUBE DOREE AU POUVOIR LORS DES PROCHAINES ELECTIONS !!!

du 20 au 24 juillet 2015 : Les Grecs sont sonnés. L'Extrême Gauche, dans laquelle ils avaient placé leurs espoirs, les a totalement trahis. Et par deux fois s'il vous plaît, en l'espace de 6 mois seulement. Un record, du jamais vu en 50 ans de politique moderne. Et comme les

mauvaises nouvelles arrivent ensemble, Monsieur Tsiparas a été obligé de mater la révolte dans son équipe. Il les a tous virés, ou presque, de son gouvernement. Une purge, dans la bonne tradition stalinienne! Et son ministre d'annoncer (en toute discrétion) de nouvelles élections à venir en septembre ou octobre.

Pourquoi ?

Parce que les braquignols marxo-utopistes de Syriza ne passent pas une seule journée sans se faire insulter ou cracher dessus par ceux qui les ont élus. **La TVA est déjà passée de 12 à 23% du jour au lendemain**, et la liste des nouvelles humiliations quotidiennes ne fait que commencer. Toute viande de boeuf passe aussi à une TVA de 23%, le porc et le mouton passant à 13%. Dingue! En même temps, le géant Vinci s'est porté immédiatement candidat pour acheter tous les aéroports grecs, et que Eurobank a racheté toutes les filiales de la Alpha Bank grecque en Bulgarie. On brade la Grèce...

Imaginez que Tsiparas a quand même été élu avec la promesse de mettre un terme à l'austérité!!!

Au lieu de cela il en a remis plusieurs couches!

A ce niveau de tension avec le peuple, la situation est intenable pour les élus Syriza, d'où les nouvelles élections promises par le ministre de l'Intérieur (élections que la Troïka fera tout pour qu'elles n'aient pas lieu, évidemment -mais ça sera difficile), lire [ici Reuters dans The Independent](#). La mère de Tsiparas a déclaré dans un magazine people que son fils ne mangeait plus, ni ne dormait plus. Well, bientôt ce seront tous les Grecs qui ne mangeront plus...

Du coup, avec des nouvelles élections, devinez qui va faire un "super carton" ????????????

Nikos Michaloliakos, le chef du parti national-socialiste grec qui avait été mis en prison avec des faux dossiers, des fausses accusations, orchestrés par un juge choisi sur mesure à la botte du gouvernement précédent. Une arnaque juridico-politico-bancaire, une insulte à la démocratie, du même niveau que l'imitation de la signature de juges par la JP Morgan et d'autres banques en 2010 pour saisir les maisons de pauvres gens le plus vite possible. La tête du patron d'Aube Dorée avait même été vendue avant d'avoir été coupée par le Premier Ministre de l'époque lors d'une conférence aux Etats-Unis devant un parterre de banquiers israéliens, terrorisés à l'idée qu'un nouvel Hitler puisse renaître des cendres de l'Histoire des banques en faillite.

Ne jamais oublier: Hitler est monté en puissance avec la méga faillite de la banque KreditAnstaldt-Rothschild (regardez bien la vidéo sur le sujet ci-

dessous).

Avec des nouvelles élections donc, Aube Dorée va récolter la mise... Que dis-je: rafler la victoire, Nikké, car vous pouvez être certains à 100% que là, les Grecs se vengeront en masse de tous leurs politiciens pourris, de gauche et de droite, qui les ont entraînés dans le mur. Leur bulletin va peser une tonne, et dessus il y aura de marqué "*Chrissi Avgi*".

Aube Dorée ne restera pas à 13% comme aujourd'hui, mais flirtera avec 30% ou 40%. Et dans une élection législative proportionnelle à la grecque, eh bien cela veut dire 30 à 40% de sièges pour Michaloliakos et ses hommes qui ont une sacré revanche à prendre après avoir passé du temps en prison pour rien.

Voilà où mènent les mensonges aux peuples juste pour se faire élire. Les Pieds-Nickelés de Syriza pourront se féliciter d'avoir fait renaître l'esprit de revanche nationaliste, le même, exactement le même, je le répète, qui a porté Hitler au pouvoir après les accords de Versailles, humiliant le peuple allemand avec une politique d'austerité similaire à celle des Grecs aujourd'hui.

Désormais, avec la Grèce, nous sommes comme à Berlin du temps d'Hitler. Le nationalisme radical va être le boomrang qui va arracher la tête de ces crétins de financiers protestants allemands, qui ne savent faire qu'une seule chose: compter leurs marks. Ils ont un peu trop vite oublié comment leurs ancêtres avaient réagi dans les mêmes circonstances d'austérité économique. Cela s'est très mal terminé. Même Emmanuel Macron arrive (à sa façon) à la même conclusion que moi: "***The eurozone is going through a war of religion with a northern Europe that's Calvinist and that doesn't want to forgive the sinners, and a Catholic Europe in the south that wants to turn the page***" **said Emmanuel Macron, the French economy minister and former Rothschild banker.** "***The Greeks have bolstered the hardline Calvinists***" **Mr Macron added.** "*The agreement that has been reached in Brussels is the best that we could get*", lire [ici les confidences dans le FT](#).

PS: la video de l'intervention de Michaloliakos au parlement d'Athènes (sous-titrée en anglais) et celle de la Revue de Presse réalisée à l'époque à mon retour d'Athènes après avoir assisté à son arrestation. Vous y trouverez le fameux graphique totalement fascinant...

PS2: Varoufakis a une analyse similaire sur Aube Dorée, vous pouvez [lire ici ABC](#), tout comme Donald Tusk [ici dans le FT](#).

LE Ne SAUVETAGE GREC VU PAR DIEU

du 20 au 24 juillet 2015 :



LES AVERTISSEMENTS POST-MORTEM DE VAROUFAKIS

du 20 au 24 juillet 2015 : L'ancien ministre des Finances passe son temps à révéler les dessous des cartes, aussi bien dans la presse grecque que la presse internationale. Sa dernière analyse (que je partage) est que ce Ne plan de sauvetage de la Grèce ne fonctionnera pas pour la simple et bonne raison qu'on endette le pays juste pour qu'il rembourse ses échéances précédentes. Par exemple sous couvert de EFSF (si, si) la Grèce a bénéficié d'une nouvelle "facilité" de 7 milliards d'euros la semaine passée (dans le cadre des 80+ milliards prévus dans le nouveau plan)). Juste assez pour qu'Athènes puisse rembourser la... BCE. Une histoire qui ne peut que mal finir. Tant qu'une partie de la dette ne sera pas effacée, le pays continuera à s'enfoncer dans la spirale infernale de la dette et de ses intérêts. C'est aussi le constat à Bruxelles: "*With the help of Mr Tusk, Mr Hollande and Mr Renzi may have thwarted Mr Schäuble's push for a temporary Grexit this week. But for how long?*" écrit le FT.

Varoufakis a ainsi déclaré à la BBC: "*the plan to save Greece will go down in history as the greatest disaster of macroeconomic management ever ... This programme is going to fail whoever undertakes its implementation ... It has failed already*"... Wouaaa! On ne peut pas être plus clair que cela, en effet. Et il connaît les vrais chiffres. Soyez prêts pour la nouvelle nouvelle nouvelle crise grecque qui se terminera par son exclusion de l'Europe, ce que voulait en fait l'Allemagne.

Pire, il confirme que même Tsiparas ne croit pas à ce plan qui n'est qu'une façade pour gagner un peu de temps. "*Il avait le choix entre être exécuté et capituler. Il a décidé que la capitulation était la meilleure stratégie*". Ajoutez qu'il a comparé cet accord au Traité de Versailles à l'envers, et vous avez une bonne idée de ce qui va se passer à nouveau dans quelques mois. Lire [ici Russian TV](#), [ici Le Vif belge](#), [ici ABC](#) et [ici la BBC](#). <>

CE QUI ATTEND AUSSI LES GRECS: LA COUPE "INCORPO" DE LEURS DEPOTS + OR

du 20 au 24 juillet 2015 : Le plan B existe, d'ailleurs il est déjà prévu dans les règlements européens: on rase gratis les dépôts, comme à Chypre qui n'était qu'un examen "blanc" pour les technocrates de Bruxelles. Et il est inévitable, on l'a vu, puisque le FT (juste avant les élections) avait publié un article (voir plus bas) sur les intentions de Bruxelles de prendre 30% de tous les dépôts au-dessus de 8000 euros. Soyez sûrs que cela n'est pas oublié. La même chose en France a un moment donné ou à un autre.

Signe qui ne trompe pas, vu par notre lecteur belge Eric, les entreprises grecques du tourisme acceptent d'être payées en Leva bulgares... C'est vous dire, [lire ici l'Express belge](#). Eric précise aussi: "*Une économie parallèle s'établira, hors contrôle. A noter que la pièce de 20 drachmes or, aux mêmes caractéristiques que l'union latine (tiens, au fait, une union monétaire de 6 grammes 45 mais qui pesait bien plus lourd que nos systèmes pourris) s'échange aux alentours de 300€, soit une prime de 60%*".

CE QUE LA PRESSE P* AUX ORDRES NE VOUS A PAS DIT A PROPOS DE L'EURO + BERLIN VEUT METTRE LA FRANCE SOUS TUTELLE**

du 20 au 24 juillet 2015 : Avec le cirque grec de la semaine passée, le monde entier a compris une chose que pas une télé ou un journal classique n'a osé clairement rapporter: **La confiance dans l'euro est définitivement brisée**. La dette grecque a montré à quel point la monnaie EURO était bancaire, et à quel point il importait de prendre ses distances progressivement, sachant qu'après la Grèce, viendra le tour de l'Italie, du Portugal, de l'Italie et de la France.

C'est juste une question de temps.

The Economist (c'est vous dire la nullité des Doze et Cie sur BFM-WC) a même bêtement constaté: "*The euro seems to be doing the exact opposite of what it was designed to do*"... Wouaa! "**Conçu pour renforcer les relations**

amicales, l'euro fabrique à la place de la misère".

Bong. Cela dit, cela leur a pris 8 ans pour s'en rendre compte au gars du The Economist. Il ne doit pas souvent venir en Europe, lire [ici pour le croire](#).

Notre lectrice Laurence nous rappelle (article d'avril 2014) que l'Allemagne voulait déjà une Troïka pour réformer la France: "*Faut-il mettre le gouvernement français sous tutelle de Bruxelles pour réformer les finances du pays ? C'est ce que propose, à mots à peine couverts, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schauble ... Jean-Christophe Cambadélis a ainsi dénoncé la "francophobie" "insupportable, inacceptable et contre-productive" ... Jean-Luc Mélenchon a estimé que Schauble devait "présenter ses excuses au peuple français". Quant à Michel Sapin, il a rappelé que "la France déteste qu'on la force" ... le ministre des Finances allemand ... avait d'ailleurs raillé l'incapacité du gouvernement Français à assainir les finances françaises"*. Lire [ici MetroNews pour comprendre ce qui se passe maintenant](#) et pourquoi Valls a utilisé des 49-3 pour passer en force.

Si vous recoupez ceci avec mon article **EUROCRISÉ: SCHAUBLE VEUT QUE LES FRANCAIS ENTENDENT LES CRIS DE DOULEUR DES GRECS** (plus bas dans cette page), eh bien vous voyez ce qui va nous arriver sur la tête en France dès que Bercy aura du mal à rembourser ses Bons du Trésor... Mais avant c'est vous et votre famille qui allez payer un max.

TSIPARAS LE TRAITRE: LE SILENCE DES MELENCHONS

du 20 au 24 juillet 2015 : Jean-Luc Mélenchon considérait Tsiparas comme son fils spirituel. D'ailleurs, c'est tout juste si ce dernier n'avait pas gagné les élections avec ses conseils venus de Paris. Las, après avoir baissé deux fois de suite son pantalon et trahi le peuple grec en direct devant toutes les chaînes de télévision mondiales, Mélenchon s'est fait soudain très discret. Il est vrai, lui non plus ne s'attendait pas à un tel changement brutal de situation de la part de son poulain, reparti de Bruxelles avec son slip sur la tête.

La défaite de Tsiparas est par ricochet la défaite de Mélenchon. Une seule leçon: pour s'attaquer aux banques, il importe d'abord de mettre les banquiers en prison pour fraude et vol du peuple. Et curieusement, l'extrême gauche ne propose ni la nationalisation des banques, ni l'arrestation de banquiers! Etonnant, non? : -)

Pourtant c'est la seule solution aujourd'hui pour sauver ce qui peut encore être sauvé, même si ce n'est pas grand chose.

LES GRECS N'ONT PLUS ACCES A LEUR COFFRE-FORT + DESINFORMATION DE BFM-WC ET I-TELE

du 20 au 24 juillet 2015 : Cool... Voilà ce qui attend tous ceux qui font confiance à leur banque! L'interdiction d'y avoir accès en cas de "Bank Holidays" comme c'est le cas en Grèce en ce moment. Mark Faber écrit: "*La leçon de la crise grecque: les coffres-forts ne sont pas forts (safe deposit boxes are not safe) ... des mesures répressives financières qui ont été inventées par le banquier d'Hitler Hjalmar Schacht dans les années 1930, y compris la fermeture des banques, et limiter les retraits aux guichets... Les contrôles des capitaux vont arriver partout dans les prochaines années, soyez prêts ... Si vous n'avez pas le contrôle à 100% de votre or, vous n'avez en réalité aucun contrôle*".

Dans la même catégorie, vous avez sans doute vu les "*correspondants en direct d'Athènes*" expliquer aux Français ce week-end que les Grecs pouvaient maintenant retirer 460 euros par semaine... Woaaa... Quelle progrès! Mazette! Sauf que cela ne fait que 65 euros maximum par jour! Avant la reouverture des banques, on était à 60 euros par jour. Le mensonge à tous les étages pour faire croire que tout va bien en Grèce. Dingue !!! Je ne sais pas qui sont ces "journalistes", mais je suis sûr en revanche qu'ils sont très bien payés pour ne pas dire ce qu'ils voient vraiment. La preuve avec ces 460 euros.

PENDANT CE TEMPS, UNE NOUVELLE BANQUE AMERICAINE FAIT FAILLITE + 30.000 LICENCIEMENTS BARCLAYS

du 20 au 24 juillet 2015 : Le cirque grec a détourné toutes les attentions des Etats-Unis dont l'endettement est bien entendu pire que celui d'Athènes. "*Tout va bien*" vous dit BFM-WC et les clowns qui y travaillent, tout va bien, même si une nouvelle banque américaine vient de tomber (en toute discrétion, cela va de soi). La Premier Bank, basée à Denver est mourue, un écho à une autre mourue, la Edgebrook Bank de Chicago, fermée début mai 2015. Les actifs et les comptes clients ont été transférés non pas à la Dernière Bank, mais à la United Fidelity. Lire [ici la liste de la FDIC](#), merci à Mme Landry. Mais continuez à faire aveuglément confiance à votre agence : -)

Mr Lacoste a vu que la Barclays Bank se prépare à virer 30.000 banquiers de plus (après avoir licencié des dizaines de milliers depuis 2008): "*Barclays prévoit de supprimer plus de 30.000 postes dans les deux ans après s'être séparé ce mois-ci de son directeur général Antony Jenkins ... Cette cure d'amaigrissement, qui ramènerait les effectifs mondiaux de la banque britannique à moins de 100.000 personnes d'ici la fin 2017, est considérée comme le seul moyen de redresser les performances du groupe et son cours de Bourse*", [lire ici Reuters](#). Mais on vous dit que la reprise est là... Mais bien sûr...

DEUX AUTRES REGIONS EN FAILLITE A CAUSE DES RSA (merci à nos lecteurs) + FONTENAY SOUS BOIS
du 20 au 24 juillet 2015 :



Notre lecteur Mr Baraduc a vu de son côté que la ville de Fontenay Sous Bois (dans le 94) est aussi en faillite en raison "*du désengagement de l'Etat de l'ordre de 6 millions d'euros ces dernières années. La ville va certainement vendre son château de Cocherel (colonie de vacances) et sa résidence de vacance à Yerre. La ville cherche désespérément une banque pour emprunter de l'argent pour son fonctionnement. Même si on dit que Fontenay est peu endettée, alors pourquoi vendre ses bijoux de famille???* Résultat des courses: *plus de vacances pour les défavorisés! Ça me faisait penser au piscines municipales changées en bac à sable! Les routes de la ville sont juchées de trous non rebouchés, ce qui me fait aussi penser au jeu Sim City, où, quand les routes sont abîmées, signale un gros problème*".

Notre lecteur Mr Suquet a vu que le département du Rhône "**doit trouver en urgence 50 millions d'euros sous peine de faillite**. L'audit ne sera dévoilé publiquement qu'en septembre. Mais le travail du cabinet Ernst and Young, choisi par le président du Nouveau Rhône Christophe Guilloteau pour éplucher les comptes du Département, a été présenté cette semaine aux élus. Et le constat est alarmant", [lire ici l'AFP pour le croire](#).

Et la situation n'est pas prête de s'améliorer: notre lecteur Confucius a vu dans l'Opinion une "*chute de 48% des recettes d'impôt sur les sociétés sur les 5 premiers mois de 2015 (confiance confiance la croissance est là!!!)*"... C'est une

sacré baisse du CA qui elle aussi pousse la France à la faillite totale. [Lire ici L'Opinion](#). Enfin, dernière statistique plus qu'alarmante: "10% des exploitations d'élevage, soit entre 22 et 25 000, sont cet été au bord du dépôt de bilan", grâce au blocus de la Russie. Hollande a choisi de sacrifier nos agriculteurs pour plaire à son maître à danser Mr Obama. Quel traître à la France et aux Français. [Lire ici l'Actualité](#), merci à mon lecteur.

PS: Mme Herengt a vu sur FR3 Languedoc que "*la mairie de Davejean vend sa piscine sur leboncoin.fr - France 3 Languedoc-Roussillon La commune de Davejean, dans l'Aude, met en vente sa piscine pour boucler son budget. Le bassin de 12 mètres sur 7, de cette petite municipalité des Corbières se retrouve donc sur le site leboncoin. La piscine n'est pas encore vide, mais les caisses de la mairie, si. D'où la décision pour le maire de la petite commune de Davejean dans l'Aude, de mettre en vente le bassin. Parmi les 115 habitants du village, beaucoup regrettent la situation, une pétition a même commencé à circuler.*". Et bientôt la mairie elle-même en vente sur le site? [Lire ici FR3](#).

LA RACAILLE A AUSSI FETE LE 14 JUILLET A SA FACON (pas d'amalgame... on vous le répète)
du 20 au 24 juillet 2015 :



LA POSTE CENSURE SAINT MICHEL ARCHANGE !!!

du 20 au 24 juillet 2015 : Ha ha ha que c'est drôle compte-tenu de cette page et de son attachement aux Anges comme vous le savez, surtout sous l'angle du livre 777 et du rôle que joue Saint Michel. Notre lectrice Mme Clauss a

vu que "La Poste se vautre dans le politiquement correct et censure un timbre à l'effigie de Saint-Michel". Un lecteur a voulu imprimer sur le site de la Poste un timbre avec Saint Michel et il a reçu une réponse curieuse. *"Après que j'aie voulu faire imprimer un timbre personnalisé de saint Michel archevêque venant de ma paroisse Saint-Eugène: "Madame, Monsieur, nous vous informons que le service juridique de La Poste n'a pas donné son accord pour la reproduction de vos timbres personnalisés car conformément aux conditions générales de vente du site, le visuel ne doit pas contrevenir aux différentes règles encadrant la publicité sur les armes. Vous serez automatiquement remboursé de vos commandes. Nous vous remercions de votre compréhension. Cordialement, le Service clients Internet" ...*

!!!!

Il y a vraiment des baffes et des coups d'épée qui se perdent, en effet. Dingue, vraiment. Lire [ici NDF pour le croire \(info de Famille Chrétienne\)](#) et surtout 777 pour comprendre que Saint Michel jouera un rôle majeur dans l'effondrement final de Wall Street.

BLYTHE MASTERS INTEGRE LA DIRECTION GENERALE DE LA BANCO SANTANDER !

du 20 au 24 juillet 2015 : C'est tombé jeudi soir, pour passer sous le radar. La Santander a décidé d'offrir un fauteuil de son conseil d'administration à Blythe Masters. Selon le communiqué de la banque, elle s'occupera de la branche grand public de prêts de la banque espagnole installée aux Etats-Unis, et cela après le départ **soudain** (j'aurais mis "précipité", je ne sais pas pourquoi : -) de Thomas Dundon qui fait la farce (elle est bonne, si, si, il est 3h du matin): *"One of the company's founders, Thomas Dundon, stepped down as chairman and chief executive at the start of the month **taking home more than \$900 million as part of his exit.** Mr Dundon, who helped found the company that eventually became Santander Consumer more than two decades ago, decided to step down as part of a long-term succession".*

La vraie raison est que la banque a utilisé des méthodes tellement "sioux" pour vendre sa dette sur les prêts automobiles qu'aujourd'hui elle est dans le collimateur des régulateurs américains, ha ha ha. Reine de la sécurisation, impératrice des bilans Mirror, Blythe devra y remettre de l'ordre et permettre à la banque espagnole de s'en sortir sans trop de soucis, avec juste quelques amendes à payer. Cela donne maintenant deux emplois à Icy Queen.

J'avais prédit chez Max Keiser que ce seront les banquiers européens qui sauveront Blythe, en particulier Anglais. Eh bien, non, ils sont Espagnols : -)

Une autre de mes prédictions qui devient réalité à son propos, ça en devient très inquiétant pour la suite. Lire [ici le New York Times](#).

LA CHINE A PROFITE DU COURS MANIPULE DE L'OR POUR TOUT RAFLER (EN PHYSIQUE)

du 20 au 24 juillet 2015 : La Fed n'avait pas d'autre choix que de massacrer le cours de l'or pendant la crise grecque, tout le monde l'a vu, même les HFT qui vendaient des millions d'onces (qu'elles n'avaient pas, évidemment) toutes les 5 secondes. La population ne doit en aucun cas trouver refuge dans l'or, c'est interdit... On est en plein 666 !!! Les Chinois en ont profité comme jamais et ont augmenté leurs stocks de presque 60% en 1 mois !!!!

LooooL

J'espère que vous en avez également profité... Zh écrit: "*China willingness to add the Yuan to the IMF's SDR currency basket which would require the disclosure of China's gold holding ahead of an IMF meeting on SDR composition which may be held in October ... The long awaited moment has finally arrived and this morning, after a 6 year delay when, China finally admitted that it had been misrepresenting its gold holdings for a very long time, when it announced that its gold holdings had increased from 38.89 million to 53.31 million troy ounces, a 57% increase "in one month" ... The amounts to a new grand total of 1658 metric tons, an increase of 604 tons from the 1054 reported last in 2009 and which according to the PBOC was also the May 2015 total*", [lire ici ZH](#) et [ici l'analyse de Turd Ferguson](#).

Ce qu'il y a de fou ici, c'est que la moitié des planches à billets / PQ / monnaie de singe émises par la Fed et la Bank of Japan sont utilisées pour manipuler les cours de l'or et de l'argent ! Pour rien car tôt ou tard, le papier explosera comme il l'a fait dans 100% des cas au cours de l'Histoire.